

LES BLOGS

Des points de vue et des analyses approfondis de l'actualité grâce aux contributeurs du Huffington Post



Gil Lejeune [Devenez fan](#)

Journaliste, spécialiste des thématiques européennes, co-manager éditorial du projet The Brussels Business Online

Lobbying: À la poursuite de la transparence

Publication: 26/02/2013 07h39 CET | Mis à jour: 27/04/2013 11h12 CEST

 Par Gil Lejeune avec Louise Doumont et Mathias Ruttens

Bruxelles est aujourd'hui la seconde capitale du lobbyingisme derrière Washington. On estime le nombre de lobbyistes à graviter autour des institutions européennes entre 10.000 et 15.000. Policy officers, chargés de relations publiques ou encore scientifiques, ces hommes et femmes de l'ombre suivent de près l'élaboration de nouvelles législations et tentent d'influencer les preneurs de décisions. Malgré tout, il est encore difficile de déterminer avec exactitude leur force de frappe mais aussi et surtout de mesurer leur véritable influence. Ces lobbies ont la possibilité de s'inscrire au registre de transparence et ce, de manière volontaire. Un outil qui s'apprête à être révisé... dans les coulisses.

En 2011, à l'initiative commune du Parlement européen et de la Commission, un registre de transparence a été mis en place pour permettre aux lobbies de montrer patte blanche quant au financement de leurs activités mais aussi à l'identité de leurs clients. Aujourd'hui, ce registre référence environ 5500 organisations. Un nombre important certes, mais qui ne colle pas encore à la réalité. Et pour cause : l'inscription au registre reste jusqu'à présent volontaire et certains grands lobbies manquent toujours à l'appel. Ils sont pourtant nombreux, au Parlement européen ou encore au sein de certaines ONGs, à penser qu'une inscription obligatoire serait nécessaire.

La situation des lobbies est une inconnue récurrente au sein de l'opinion publique. S'ils sont souvent la cible de vives critiques, ils jouent néanmoins un rôle important auprès des institutions européennes en apportant leur expertise sur des thématiques très pointues auprès des commissaires et des députés en charge des dossiers. Le registre de transparence, lui, divulgue publiquement des informations telles que le nombre d'employés engagés dans les actions de lobbying, les principales propositions législatives auxquelles ils se sont intéressés et, surtout, les montants déployés pour mener à bien leurs objectifs. "Le registre n'est sans doute pas encore parfait", concède Susanna Di Felicianantonio, présidente du SEAP - Society of European Affairs Professionnals - "mais étant donné sa récente mise en application, on peut considérer qu'il s'agit d'une belle réussite."

Le caractère volontaire de ce registre ne permet toutefois pas de faire un panel complet du paysage lobbyiste à Bruxelles. Selon l'association militante ALTER-EU, près de 120 entreprises, 70 cabinets de consultances, et un grand nombre d'organisations juridiques ne seraient pas répertoriées dans ce registre. Parmi ces groupes de pression, des grands industriels tels qu'Apple, Monsanto, Time Warner, Aspect Consulting, Bell Pottinger ou encore Covington & Burling. Koen Roovers, coordinateur d'ALTER-EU, précise que la présence d'un lobby dans le registre ne signifie pas qu'il soit transparent. "Sur les 5500 organisations enregistrées, seulement 250 ont été vérifiées. Un quart d'entre elles n'affichait pas un profil complet ou présentait des erreurs, notamment par rapport au budget alloué à des activités de lobbying auprès de l'UE. Très souvent, les budgets dévoilés sont sous-estimés, voire erronés" souligne-t-il.

Gérard Legris, chef de l'unité Transparence au sein de la Commission européenne admet qu'il peut y avoir des chiffres inexacts, mais encore faut-il pouvoir le démontrer : "Les preuves ne peuvent jamais venir de la personne qui porte plainte, d'où la longueur parfois des enquêtes à ce sujet" souligne-t-il. Quant aux nombreux cabinets d'avocats non-répertoriés, il s'agit surtout d'un souci de déontologie et d'une forme de protection envers leurs clients. Ceux-ci craignent en effet d'éventuelles pressions extérieures, des menaces, voire des agressions physiques contre leur client. De plus, selon le chef de l'unité transparence, il ne faut pas confondre registre de transparence et lutte contre la corruption. "Pour prévenir la corruption, d'autres moyens sont mis en place, celui-là n'en fait pas partie. Cet outil doit être vu comme un test

et une chance pour les entreprises, ONG, et autres de montrer quelles sont leurs actions et leurs positions." ajoute-t-il. En effet, l'avantage pour les lobbyistes d'être répertorié au sein de ce dit registre est d'avoir un accès légal et facile pour accéder aux institutions européennes. Le problème, selon Koen Roovers, coordinateur d'ALTER-EU, sont ces groupes de pressions qui ne passent pas nécessairement par la grande porte. Ainsi, grâce aux relations qu'ils tissent, ils reçoivent des invitations informelles au sein des institutions, et ce, en toute légalité. C'est pourquoi le Parlement et la Commission s'accordent à dire qu'il faut avant tout rendre le registre incontournable en concrétisant toutes les mesures légales. A l'heure actuelle, l'objectif prioritaire est de convaincre les entreprises, firmes et autres compagnies qu'ils ont tout à gagner en s'inscrivant à ce registre.

Dans les prochaines semaines, la Commission et le Parlement ouvriront une révision du registre. Il s'agit notamment d'une mise au point générale deux ans après le lancement. Cette discussion rassemblera le vice-Président du Parlement, Rainer Wieland, le Président de la Commission, ainsi que certains groupes politiques. D'aucuns pensent qu'il est regrettable que la discussion ne se fasse pas de manière plus ouverte, persuadés du risque de ne voir déboucher aucune issue favorable à une transparence plus aboutie, plus complète.

vote citoyen dans →



- 00:00:00:00

L'Europe doit-elle diminuer sa production de biocarburant ?

tbb

Voler Pour business | online

→ faites entendre votre voix

Voter Contre



Abstention

Pour on contre une plus grande transparence du lobbying européen ? Venez débattre sur <http://brusselsbusiness.arte.tv>

THE BRUSSELS BUSINESS ONLINE - FAITES ENTENDRE VOTRE VOIX ! The Brussels Business Online (TBBO) est une plateforme interactive & participative qui vous permet d'intervenir directement dans les affaires de l'Union européenne ! Nouvel outil démocratique, TBBO vous ouvre les portes du Parlement européen avec, chaque semaine, une thématique inédite, et vous permet d'en apprendre plus sur les décisions de vos représentants européens. Entrez dans la forteresse : prenez-part au business de Bruxelles ! Débattez, votez, devenez Eurodéputé ! <http://brusselsbusiness.arte.tv/>

Le concept de cette plateforme interactive est simple : créer une expérience courte et instinctive autour d'une question débattue et votée au Parlement européen. Deux lobbyistes sont confrontés l'un à l'autre. Le citoyen s'informe et vote pour l'argumentation la plus convaincante. Il peut ensuite entrer en contact avec son eurodéputé et faire entendre sa voix. Ce projet vise à créer un vrai dialogue. Bruxelles est aujourd'hui enlisé dans un déficit démocratique et n'arrive pas à en sortir. Pendant 8 semaines, une équipe de journalistes est basée au cœur du Parlement européen enrichir le débat à l'aide d'articles, de vidéos de lobbyistes, d'interviews, de photoreportages, etc.

PLUS: [Parlement EuropéEn](#) [Bruxelles](#) [Lobby Bruxelles](#) [Commission Européenne](#) [Union Européenne](#) [Lobbys](#) [Europe](#) [Lobbysme](#) [Parlement EuropéEn](#) [International](#)

NOS DERNIÈRES VIDÉOS · QUAND UNE MILICE ARMÉE PREND POSSI



MARINA RINALDI

la marque de luxe Italienne des tailles plus

[Advertise](#) | [Faq](#) | [Rss](#) | [Legal](#) | [Utilisateur](#) | [Privacy](#) [Comment](#) | [About](#) | [Aboutads](#) | [Contact](#) | [Archive](#)

© 2016 Le Huffington Post SAS. Tous droits réservés. | "The Huffington Post" est une marque déposée de TheHuffingtonPost.com, Inc Tous droits réservés 2016©

Une partie de **HPMG News**